

12 Question de Mme Katrin Jadin au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, sur "l'échec de la déclaration commune du G7 sur le commerce à la suite du refus de Donald Trump" (n° 26161)

12 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen, over "de weigering van Donald Trump om de gemeenschappelijke slotverklaring van de G7 over handel te onderschrijven" (nr. 26161)

12.01 **Katrin Jadin** (MR): Monsieur le président, cette question a été déposée voici quelque temps déjà.

Monsieur le vice-premier ministre, le dernier G7, bien que parti sur de bonnes bases, s'est avéré être un échec. Les membres du G7 étaient parvenus à rédiger une déclaration commune sur le commerce pour faciliter les échanges internationaux et tenter d'apporter des solutions aux politiques protectionnistes et à la hausse des barrières commerciales tout en envisageant une modernisation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Néanmoins, quelques heures après la conclusion de ce communiqué, le président américain Donald Trump a décidé de se retirer suite à un différend avec le premier ministre canadien. Suite à cela, M. Trump a de nouveau menacé de taxer les importations de voitures aux États-Unis. S'il met cela à exécution, beaucoup craignent l'arrivée d'une guerre commerciale ouverte entre les États-Unis et les partenaires.

Le président américain vise en particulier les taxes européennes sur les importations de voitures en provenance des pays hors Union européenne qui s'élèvent à 10 % quand les droits de douane américains ne s'élèvent qu'à 2,5 %.

Concernant cette situation globale, le président français a rappelé qu'il n'y avait pas de changement dans les contre-mesures européennes annoncées sur le bourbon ou sur les motos américaines.

Monsieur le ministre, quelles sont les conséquences du retrait de la signature de Donald Trump de la déclaration commune rédigée par les membres du G7? Doit-on vraiment s'attendre à une guerre commerciale? Je répète que ma question date déjà quelque peu. L'Union européenne va-t-elle conserver ses contre-mesures? À quoi peut-on s'attendre comme réactions de la part de la communauté internationale? Cette question est très vaste, je vous le concède.

12.02 **Didier Reynders**, ministre: Monsieur le président, madame Jadin, le retrait de la signature du président Trump de la déclaration commune rédigée par les membres du G7 n'a en fait pas de conséquences directes. Par contre, cet acte regrettable s'ajoute à une série de nouvelles mesures américaines qui sapent de manière directe ou indirecte le bon fonctionnement et la crédibilité du système commercial international fondé sur des règles.

La Belgique et l'Union européenne regrettent vivement l'attitude américaine dans les deux dossiers dits "section 232". En ce qui concerne le premier de ces dossiers, qui porte sur les importations d'acier et d'aluminium, nous avons déjà réagi de manière ferme, mais proportionnelle et respectueuse des règles de l'OMC. Nous avons formulé une demande de consultation formelle devant l'organe de règlement des différends de l'OMC. Nous avons adopté sans changement les deux listes de mesures de rééquilibrage portant sur une série de produits américains sensibles. Nous avons réagi aussi par la préparation de mesures de sauvegarde.

Les entreprises américaines commencent à sentir les effets négatifs de la politique américaine, à l'instar de Harley Davidson qui a délocalisé la fabrication de ses motos dans ses filiales hors États-Unis, ou de General Motors qui a indiqué vouloir en faire autant.

Entre-temps, les États-Unis ont décidé, le 23 mai, d'entamer une deuxième étude sur les importations de voitures, de pièces automobiles et de camions.

Nous suivons de très près ce nouveau développement inquiétant dont l'impact sur nos économies risque d'être d'une tout autre ampleur que l'impact des mesures tarifaires sur l'acier et l'aluminium. Bien que

l'enquête soit toujours en cours, nous nous réservons le droit de réagir le cas échéant de manière proportionnelle et en pleine conformité avec les règles de l'OMC.

Par ailleurs, nous estimons qu'il ne faut pas perdre de vue la cause principale de cette problématique qui est celle liée à la surcapacité et le manque de *level playing field* sur les marchés mondiaux. De ce point de vue, il est important que l'Union européenne continue à s'investir dans le dialogue avec les États-Unis afin de résoudre ces problèmes. Dans ce contexte, le président de la Commission européenne, M. Jean-Claude Juncker rencontrera le président américain Donald Trump à la fin de ce mois à Washington.

Les réactions au sein de l'OMC et des pays comme le Canada, le Mexique ou la Norvège ont été fort similaires à celles de l'Union européenne. Comme le montre dans ce contexte, entre autres à travers les premières réactions des pays comme l'Inde ou la Russie qui vont dans le même sens, la défense du système commercial international fondée sur des règles continue d'être une priorité pour la communauté internationale.

Il importe que nous investissions dans nos relations avec nos partenaires, y compris à propos des discussions sur l'opportunité de réformer certains aspects du système commercial actuel afin d'en assurer son bon fonctionnement. J'ai même tenté d'avoir cette discussion avec le secrétaire au Commerce Wilbur Ross lors de la réunion ministérielle de l'OCDE à Paris il y a quelques semaines. Manifestement, la démarche est plutôt de vouloir agir de façon unilatérale que de programmer une réforme de l'intérieur des organisations.

En ce qui nous concerne, nous allons continuer à travailler dans le sens d'une réforme et d'une refonte des organisations en partenariat avec l'ensemble de la communauté internationale. C'est vrai pour l'OMC. Cela peut être vrai dans d'autres instances.

Il est évident que l'accumulation des décisions unilatérales américaines – je pense aux décisions sur l'Accord de Paris sur le climat, à l'Accord JCPoA avec l'Iran sur le volet nucléaire, à la situation au Moyen-Orient, aux débats commerciaux que nous avons – indique que nous devons réfléchir, au sein de l'Union européenne probablement, à la manière de rouvrir un dialogue plus large avec les États-Unis.

Je tiens à rappeler que ce pays constitue un partenaire très important de l'Union européenne, à différents points de vue. C'est le cas, comme on l'a rappelé récemment, au sein de l'OTAN en matière de sécurité, mais aussi sur le plan économique et dans bien d'autres domaines. Cependant, nous vivons pour le moment des difficultés avec l'administration américaine. Nous devons y réagir de manière unie au sein de l'Union européenne. C'est ce que nous tentons de faire, comme je viens de vous l'exposer, en ce qui concerne les débats sur le commerce, qui donneront encore lieu à cet entretien ou à cette rencontre à la fin du mois à Washington entre le président américain et le président de la Commission européenne.

12.03 **Katrin Jadin** (MR): Monsieur le ministre, merci beaucoup pour cette réponse très complète. Il reste en effet à espérer que l'Union européenne parle de plus en plus d'une seule voix, non seulement dans des domaines aussi importants que l'économie ou les relations commerciales, mais aussi dans le domaine de la défense. En effet, là est notre chance de succès à long terme.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.